



CHAPITRE 224

Loi des allocations aux aveugles

Définitions:
« bénéficiaire »;

1. Dans la présente loi,
a) « bénéficiaire » désigne une personne qui reçoit une allocation en vertu de la présente loi;

« commission »;

b) « commission » désigne la Commission des allocations sociales du Québec;

« loi fédérale ».

c) « loi fédérale » désigne la Loi sur les aveugles (S. R. C., 1952, chap. 17). 15-16 Geo. VI, c. 4, a. 1.

Versements autorisés.

2. Subordonnement à la conclusion d'une convention en vertu de l'article 3, le gouvernement de la province est autorisé à verser mensuellement, aux conditions fixées par une telle convention, à tout aveugle résidant dans la province et réunissant les conditions prévues par l'article 3 de la loi fédérale, une allocation au montant spécifié par ladite convention. 15-16 Geo. VI, c. 4, a. 2.

Convention autorisée.

3. Avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre de la famille et du bien-être social peut conclure, pour le compte du gouvernement de la province, avec le gouvernement du Canada ou tout ministre autorisé à agir pour son compte, une convention comportant le paiement à la province, par le gouvernement du Canada, conformément à la loi fédérale et aux règlements adoptés sous son empire, d'une contribution correspondant à soixante-quinze pour cent des allocations versées aux aveugles en vertu de la présente loi. 15-16 Geo. VI, c. 4, a. 3; 7-8 Eliz. II, c. 27, a. 6.

Ententes additionnelles.

4. Le gouvernement est de plus autorisé à conclure avec le gouvernement du

CHAPTER 224

Blind Persons Allowances Act

Definitions:
"recipient";

1. In this act,
(a) "recipient" means a person who receives an allowance under this act;

(b) "Commission" means the Quebec Social Allowances Commission;

(c) "federal act" means the Blind Persons Act (R.S.C., 1952, Chap. 17). 15-16 Geo. VI, c. 4, s. 1.

2. Subject to the conclusion of an agreement under section 3, the Government of the Province is authorized to pay monthly, upon the conditions fixed by such agreement, to any blind person residing in the province who meets the conditions contemplated in section 3 of the Federal act, an allowance of the amount specified in the said agreement. 15-16 Geo. VI, c. 4, s. 2.

3. With the approval of the Lieutenant-Governor in Council, the Minister of Family and Social Welfare may make, for the Government of the Province, with the Government of Canada or any minister authorized to act for it, an agreement providing for the payment to the Province, by the Government of Canada, in accordance with the Federal act and the regulations made thereunder, of a contribution equal to seventy-five per cent of the allowances paid to blind persons under this act. 15-16 Geo. VI, c. 4, s. 3; 7-8 Eliz. II, c. 27, s. 6.

4. The government is also authorized to make with the Government of Canada

Canada toute entente additionnelle à l'effet d'augmenter le montant des allocations aux aveugles et, le cas échéant, à leur verser les allocations prévues par une telle entente. 15-16 Geo. VI, c. 4, a. 4.

any additional agreement for the purpose of increasing the amount of the allowances to blind persons and, should the case arise, to pay them the allowances provided for by such additional agreement. 15-16 Geo. VI, c. 4, s. 4.

Pouvoirs. 5. Il appartient à la commission de recevoir et d'entendre toutes les demandes d'allocation aux aveugles et de les décider en dernier ressort conformément à la convention conclue en vertu de l'article 3 et, le cas échéant, à celle conclue en vertu de l'article 4. Elle peut en tout temps reviser ses décisions et en rendre d'autres.

5. The Commission shall have jurisdiction to receive and hear all applications for allowances to blind persons and decide them finally and without appeal in conformity with the agreement made under section 3 and, should the case arise, with the agreement made under section 4. It may at any time revise its decisions and render others. **Powers.**

Communication des décisions. Toute décision de la commission sur une demande d'allocation doit être communiquée sans délai au ministre de la famille et du bien-être social et à l'aveugle qui a fait la demande. 15-16 Geo. VI, c. 4, a. 5; 7-8 Eliz. II, c. 27, a. 6.

Every decision of the Commission on an application for allowances must be communicated without delay to the Minister of Family and Social Welfare and to the blind person who made the application. 15-16 Geo. VI, c. 4, s. 5; 7-8 Eliz. II, c. 27, s. 6. **Communication of decisions.**

Allocations incessibles, etc. 6. Les allocations effectuées en vertu de la présente loi sont incessibles, insaisissables et exemptes de toutes taxes provinciales et municipales. 15-16 Geo. VI, c. 4, a. 6.

6. The allowances made under this act shall be inalienable, unseizable and exempt from all provincial and municipal taxes. **Allowances inalienable, etc.** 15-16 Geo. VI, c. 4, s. 6.

Droit de vote non affecté. 7. Le fait de recevoir des allocations n'entraîne pas, pour le bénéficiaire, l'incapacité à voter lors d'une élection provinciale, municipale ou scolaire. 15-16 Geo. VI, c. 4, a. 7.

7. The receipt of allowances shall not have the effect of disqualifying the recipient from voting at any provincial, municipal or school election. 15-16 Geo. VI, c. 4, s. 7. **Right to vote not affected.**

Versements à institutions, etc. 8. Lorsqu'un bénéficiaire consent à ce que ses allocations soient versées à une personne, société ou institution qui est tenue à sa subsistance ou s'en charge, la commission peut statuer que ces allocations seront versées, pour le compte de ce bénéficiaire, à cette personne, société ou institution. 15-16 Geo. VI, c. 4, a. 8.

8. When a recipient consents that his allowances be paid to a person, society or institution who or which is bound or undertakes to provide for his subsistence, the Commission may order such allowances to be paid, for the recipient's account, to such person, society or institution. 15-16 Geo. VI, c. 4, s. 8. **Payments institutions, etc.**

Infractions et peines. 9. Est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite en vertu de la première partie de la Loi des poursuites sommaires (chap. 35), d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cinquante dollars et des frais et, à défaut de paiement de la condamnation, d'un emprisonnement d'au moins un mois et d'au plus trois mois,

9. The following shall be guilty of an offence and liable, on prosecution under Part I of the Summary Convictions Act (Chap. 35), to a fine of not less than ten dollars nor more than fifty dollars and the costs and, in default of payment of the condemnation, to imprisonment for at least one month and not more than three months, **Offences and penalties.**

a) toute personne qui, sachant qu'elle n'y a pas droit, obtient ou reçoit une allocation en vertu de la présente loi;

b) toute personne qui, sachant qu'une autre n'y a pas droit, l'aide à obtenir une telle allocation. 15-16 Geo. VI, c. 4, a. 9.

(a) Any person who, knowing that he is not entitled thereto, obtains or receives an allowance under this act;

(b) Any person who, knowing that another is not entitled thereto, aids him to obtain such allowance. 15-16 Geo. VI, c. 4, s. 9.

Refus de paiement du gouvernement fédéral.

10. Advenant le cas où le gouvernement du Canada refuserait, pour une raison quelconque, de payer soixante-quinze pour cent d'une allocation déjà versée par la province, il sera alors loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter que la proportion non recouvrée dudit gouvernement fait partie des dépenses d'administration de la présente loi. 15-16 Geo. VI, c. 4, a. 10.

10. If the Government of Canada should refuse, for any reason whatsoever, to pay seventy-five per cent of an allowance already paid by the Province, the Lieutenant-Governor in Council may then order that the proportion not recovered from the said Government shall form part of the expenses of the carrying out of this act. 15-16 Geo. VI, c. 4, s. 10.

Réglementation.

11. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter tout règlement conciliable avec la présente loi, avec toute convention visée par les articles 3 et 4 et avec la loi fédérale et les règlements adoptés sous son empire, pour déterminer toute modalité d'application de la présente loi et en assurer le bon fonctionnement.

11. The Lieutenant-Governor in Council may make any regulation consistent with this act, with any agreement contemplated in sections 3 and 4 and with the Federal act and the regulations made thereunder, to determine all modalities of the application of this act and to ensure its proper functioning.

Idem.

En outre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter, modifier ou abroger, des règlements, qu'il juge appropriés, pour autoriser la commission à accorder des allocations aux aveugles, dans des cas spéciaux ne rencontrant pas strictement les conditions de la présente loi, mais dans lesquels la commission, après enquête, juge équitable et conforme à l'esprit de la présente loi d'accorder de telles allocations. 15-16 Geo. VI, c. 4, a. 11.

Moreover, the Lieutenant-Governor in Council may adopt, amend or repeal, regulations deemed appropriate, to authorize the Commission to grant allowances to blind persons, in special cases not strictly meeting the conditions of this act but in which the Commission, after inquiry, deems it equitable and in conformity with the spirit of this act to grant such allowances. 15-16 Geo. VI, c. 4, s. 11.